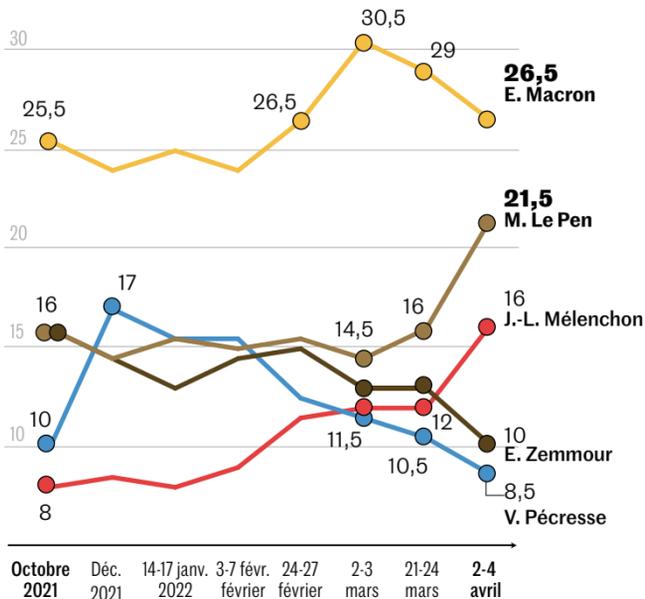


ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Evolution des intentions de vote au premier tour

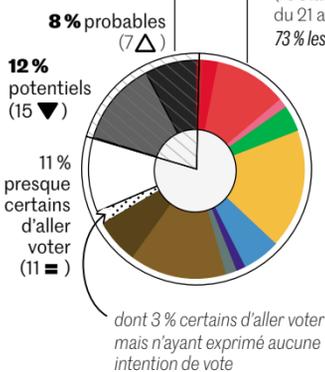
Seules les intentions de vote supérieures ou égales à 10 % sont représentées



Intention d'aller voter au premier tour (rappel de l'enquête de début mars) et poids des candidats sur l'ensemble des électeurs dans le corps électoral

▲ en hausse ▼ en baisse = pas de changement

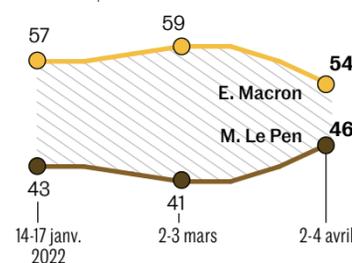
Abstentionnistes



Intention de vote au second tour

Quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour s'il avait lieu dimanche prochain ?

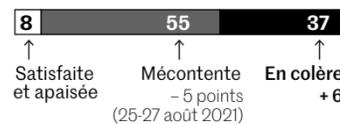
En % des personnes certaines d'aller voter



France apaisée, France en colère

Si vous deviez vous positionner, de quelle France vous sentez-vous le plus proche ?

En % des personnes interrogées

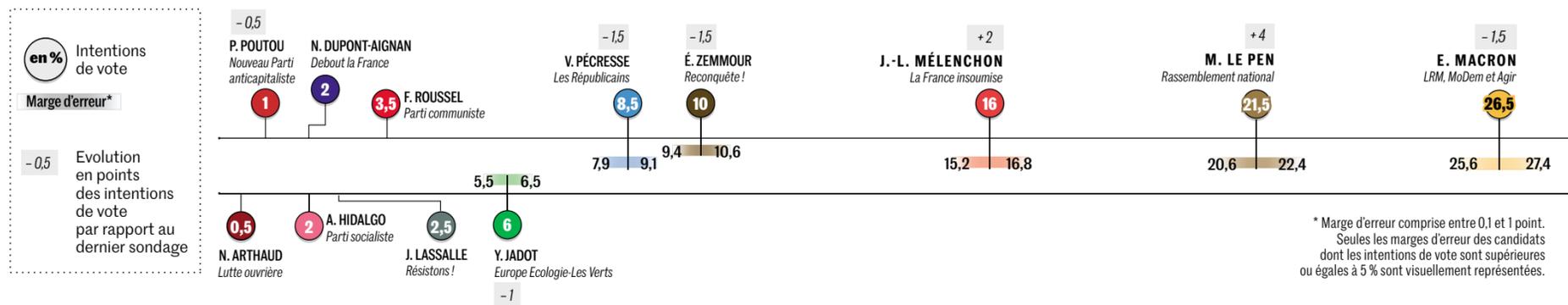


Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

En % des personnes interrogées



Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu dimanche 10 avril. Quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?



Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 2 au 4 avril 2022 sur un échantillon de 12 600 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 8 341 personnes certaines d'aller voter et ayant exprimé une intention de vote.

Infographie Le Monde

Les dangers d'une élection incertaine

Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde », des inconnues demeurent avant le premier tour

Quatre jours du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 10 avril, se dessine un horizon politique plus qu'incertain. Si la finale qui semble se dessiner entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen est celle prévue depuis plusieurs mois, l'écart entre le président sortant et la candidate d'extrême droite n'en finit pas de se resserrer, y compris dans les projections de second tour. En embuscade, à gauche, Jean-Luc Mélenchon pourrait créer la surprise. Au terme de cette drôle de campagne – où le débat politique est toujours passé au second plan, d'abord derrière l'épidémie de Covid-19, puis la guerre en Ukraine –, l'état d'esprit des Français est un mélange potentiellement détonnant. Ils sont ainsi peu intéressés par l'élection, qui n'a pas vu de confrontation entre les candidats et leurs projets. Quelque 37 % d'entre eux se sentent proches de « la France en colère et très contestataire », 55 % de celle « mécontente ». Tout se passe comme si les mouvements en cours n'attendaient que le jour du vote pour surgir. Ce sont les principales leçons de la neuvième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour Le Monde. La force de notre panel est son amplitude, avec un échantillon utilisé de 12 600 personnes. Les intentions de vote au premier tour sont calculées à par-

tir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 8 341 personnes. Les marges d'erreur pour le premier tour sont faibles, comprises entre 0,2 et 0,9 point. L'enquête a été réalisée du 2 au 4 avril, soit une dizaine de jours après la précédente. Une finale présumée connue mais serrée Avec respectivement 26,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,9 point) et 21,5 % (même marge d'erreur), Emmanuel Macron et Marine Le Pen devraient de nouveau s'affronter au second tour, comme en 2017. M. Macron – qui a officialisé tardivement sa candidature – a toujours fait la course en tête depuis octobre 2021. Il connaît cependant une érosion de ses intentions de vote (- 4 points en un mois) quand, sur la même période, Mme Le Pen a gagné 7 points. La campagne de M. Macron semble laborieuse, porteuse de mesures peu populaires (l'âge du départ à la retraite repoussé à 65 ans ou les contreparties exigées au RSA). En dynamique, Mme Le Pen convainc des électeurs d'Eric Zemmour (qui recueille 10 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point), mais aussi de M. Macron. L'extrême droite très forte Avec plus de 33 % des intentions de vote (Marine Le Pen, Eric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan), l'extrême droite est, de loin, la famille politique la plus forte du pays. Un tel niveau au premier tour est inédit et pourrait rendre le second tour plus ouvert qu'en 2017. En cas

AVEC 33 % DES INTENTIONS DE VOTE, LE NIVEAU DE L'EXTRÊME DROITE AU PREMIER TOUR EST INÉDIT

de duel Macron-Le Pen, l'écart se réduit. La candidate du Rassemblement national (RN) obtiendrait 46 % des suffrages (marge d'erreur de plus ou moins 1,2 point). Soit une progression de trois points par rapport à la fin mars. Elle bénéficierait d'une excellente réserve de voix dans l'électorat d'Eric Zemmour. Elle aurait aussi des reports estimés à 21 % chez les électeurs de M. Mélenchon, et à 25 % chez ceux de Valérie Pécresse, la candidate du parti Les Républicains (LR). Fortement affaiblie à l'automne 2021 à cause du surgissement de M. Zemmour, qui lui a pris une partie de son électorat, Marine Le Pen en a profité pour donner une autre identité à sa campagne. Elle l'a axée sur les thématiques économiques et sociales, reléguant l'immigration, l'islam et l'insécurité au second plan. Sans rien enlever, toutefois, à la radicalité de ses propositions sur ces sujets. Dans le même temps, certains propos outranciers de M. Zemmour (à propos de l'islam en particulier) ont permis à la candidate du RN d'apparaître, par effet de contraste, comme plus modérée. Cette dédramatisation par procuration complète celle venue de la gauche de la gauche depuis 2017.

Pendant cinq ans, notamment chez les « insoumis », l'un des messages était de renvoyer dos à dos M. Macron et Mme Le Pen, de les finir comme un « duo ». Ce qui revient à les mettre sur un pied d'égalité. Avec un risque évident : permettre à Marine Le Pen, si elle se qualifie pour le second tour, de faire du scrutin du 24 avril un « référendum anti-Macron » et d'incarner l'alternative au sortant. Mélenchon en embuscade Cependant, une surprise venant de la gauche est toujours possible. Certes, le leader « insoumis » apparaît désormais distancé, puisque avec 16 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point), il est à plus de cinq points de Mme Le Pen. Mais la forte dynamique dont il bénéficie depuis le retrait de Christiane Taubira, début mars, pourrait se poursuivre, renforcée par un mécanisme de vote utile à gauche. Les stratégies de L'Union populaire comptent bien réunir autour de leur candidat – et de son projet – les électeurs de gauche déboussolés et épuisés par les querelles intestines. M. Mélenchon et ses camarades tablent aussi sur une partie des abstentionnistes et sur la grande volatilité du vote à gauche. Ainsi, 50 % des sondés déclarent vouloir voter pour le candidat communiste Fabien Roussel pourraient changer d'avis ; ils sont 58 % chez l'écologiste Yannick Jadot. Les « vieux partis » en danger Avec 8,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins

0,6 point), Valérie Pécresse continue sa chute. Ce qui pourrait aboutir à un score historiquement bas au soir du 10 avril pour le parti de la droite parlementaire, pilier de la V^e République. Depuis décembre 2021, la candidate de LR a perdu plus de 8 points. Elle pâtit d'une campagne poussive, où elle n'a jamais su imprimer sa différence avec Emmanuel Macron, et où elle a aussi semblé courir après un électoral de droite radicalisé séduit par Eric Zemmour. Mais sa situation peut toutefois faire des jaloux au Parti socialiste (PS). La candidate du PS, Anne Hidalgo, est encalminée à 2 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,3 point). La présidentielle 2022 semble parachever la décomposition du PS comme parti présidentiel, entamée en 2017, avec le score de Benoit Hamon (6,36 %). Cet effondrement des deux partis traditionnels laisse présager un paysage politique inédit à l'issue des législatives de juin. Quelle formation incarnera l'opposition à M. Macron s'il est réélu ? Et à Mme Le Pen si elle devient présidente de la République ? A gauche, les accords promettent d'être compliqués entre des formations qui n'arrivent pas à s'entendre et qui auront de grandes réticences à se ranger derrière M. Mélenchon. Les écologistes invisibles Ils furent le grand espoir de la gauche non mélenchoniste, notamment après les européennes de 2019 et les municipales de 2020. Mais jamais, depuis sa désignation par la

primaire des écologistes, en septembre 2021, Yannick Jadot n'aura réussi à imposer ses thèmes ni à s'imposer lui-même, dans la campagne, alors même que l'environnement est la troisième préoccupation des Français. Résultat : les intentions de vote en sa faveur ont lentement diminué, passant de 9,5 % à l'automne 2021 à 6 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,5 point) aujourd'hui. Tout l'enjeu pour M. Jadot est désormais de faire au moins aussi bien que Noël Mamère en 2002 (5,25 %). Une abstention historique ? Tous les indicateurs tendent vers la même crainte : celui d'une abstention record le 10 avril. Selon notre enquête, 80 % des personnes interrogées se disent certains ou presque certaines d'aller voter, soit cinq points de moins qu'il y a cinq ans. Or, la précédente présidentielle avait déjà été marquée par une abstention haute (22,2 %). La différence est forte par catégories d'âge : 60 % des 18-24 ans et 55 % des 25-34 ans se disent certains d'aller voter, quand ils sont 77 % entre 60 ans et 69 ans et plus de 80 % pour les 70 ans et plus. Les ouvriers (60 %), les agriculteurs et les professions indépendantes (59 %), ainsi que les employés (61 %) sont les catégories socio-professionnelles les moins nombreuses à aller voter. Ce sont celles qui votent le plus pour Marine Le Pen. Une forte abstention, dimanche, pourrait donc pénaliser la candidate d'extrême droite. ■

ABEL MESTRE

L'étrange campagne

L'élection présidentielle de 2022 ne semble pas avoir intéressé les Français, mais des surprises restent possibles au premier tour

La campagne électorale de 2022 est à l'évidence singulière et étrange : marquée par une mise à distance considérable et un niveau d'abstention qui sera sans doute particulièrement élevé, voire historique s'il dépasse les 28 %, elle est le signe d'une fatigue démocratique profonde et du dérèglement d'un certain nombre de règles du jeu. Pour autant, les Français ne sont pas restés extérieurs à cette campagne, et de nombreux et puissants mouvements d'opinion se sont opérés en trois mois. C'est ce paradoxe qu'il faut éclairer.

Pour commencer, disons-le clairement : rarement une campagne électorale n'aura aussi peu interpellé les Français. A cinq jours du scrutin, ils sont 75 % à s'intéresser à l'élection présidentielle, soit sept points de moins qu'en 2017, et 50 % seulement à lui accorder une note d'intérêt de 9 ou 10 sur une échelle de 0 à 10. A cela plusieurs raisons : la fatigue et l'anxiété des Français tout d'abord, qui caractérisent prioritairement leur état émotionnel et incitent au repli sur soi davantage qu'à la participation à une grande scène collective et citoyenne de choix d'un président de la République.

« Inquiétude », « incertitude » et « fatigue » sont citées par respectivement 47 %, 45 % et 40 % de nos concitoyens ; « espoir » et « confiance » par 28 % et 17 %. « Colère » et « révolte » par 17 % et 14 %. Cela ne veut pas dire que le pays est satisfait, il est au contraire clairement mécontent et le dit. Mais qu'il n'est pas drainé par une colère bruyante et mobilisatrice. La pandémie, ensuite, participe de cette fatigue et a pendant longtemps congelé les débats, anesthésiant la campagne. Et les Français aspirent, dans cette sortie de crise sanitaire qui n'en finit pas de s'étirer, à retrouver des plaisirs individuels et familiaux. La guerre en Ukraine enfin, après une phase de sidération et d'angoisse profonde, a altéré le suivi d'une dispute électorale strictement nationale, malgré le lien qui pouvait être fait avec la position de certains candidats. Trois facteurs-clés, mais qui n'expliquent pas tout.

Pas de visions ordonnées

A ces causes profondes et d'une certaine manière extérieures à la campagne s'en ajoutent en effet d'autres qui lui sont propres. Et tout d'abord, les candidats eux-mêmes : sept d'entre eux – on ne l'a pas assez souligné – l'étaient déjà en 2017 et parfois même en 2012. Les Français les connaissent, ils sont pour ces derniers sans surprise et souvent plus lisses qu'avant. Sur les cinq nouveaux, les enquêtes d'opinion nous disent que Fabien Roussel (Parti communiste), Yannick Jadot (Europe Écologie-Les Verts), Anne Hidalgo (Parti socialiste) et Valérie Pécresse (Les Républicains) n'ont pas créé, c'est un euphémisme, d'effets forts dans l'opinion. Finalement, le seul phénomène atypique et particulièrement clivant,

RESTE LE NŒUD DE L'AFFAIRE : L'EXTRÊME DIFFICULTÉ À IDENTIFIER L'ENJEU DE CETTE ÉLECTION, QUI VA DE PAIR AVEC L'AFFAIBLISSEMENT DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE

qui explique aussi sa percée, aura été Eric Zemmour (Reconquête !). Mais sur le mode du rejet et de l'inquiétude plutôt que de l'envie. Quant à M. Roussel, il aura certes trouvé sa singularité, mais le phénomène reste marginal.

Du côté des projets, les Français dénoncent également un catalogue de mesures dont ils ont le sentiment de les avoir déjà entendues depuis longtemps : c'est la première raison déclarée du peu d'intérêt pour la campagne. Peu de nouveauté donc, et l'on pourrait ajouter : trop de propositions, pas assez de visions ordonnées.

Enfin, deux autres éléments frappent : d'une part, le faible nombre de meetings par rapport à 2017 et à 2012. Or, qui dit meetings dit émotion, passion, images de force et de foule. De ce point de vue, la campagne aura été très cérébrale. D'autre part, l'absence de faits divers relançant ou pimantant la campagne. On peut s'en réjouir, mais en 2022 pas de faits divers impactant : ni argent, ni sexe, ni violence. Seul le tragique de l'Ukraine. Comment capter l'attention dans un tel univers d'« apocalypse cognitive », pour reprendre la thèse du sociologue Gérard Bronner ?

Reste le nœud de l'affaire : l'extrême difficulté à identifier l'enjeu de cette élection, qui va de pair avec l'affaiblissement du clivage gauche-droite. En 1981, il était clair : la rupture avec le capitalisme et l'alternance. En 1995 aussi : la fracture sociale, le choix entre une droite bourgeoise ou sociale. En 2007, les Français votent pour la réaffirmation du volontarisme en politique et l'espérance de résultats. En 2012, contre le sortant Nicolas Sarkozy et sa mise sous tension de la société. En 2017, pour une autre façon de faire de la politique et la fin du clivage gauche-droite. Mais en 2022 ? L'enjeu est en réalité beaucoup plus difficilement identifiable, il s'est dilué. Pour davantage de protection dans un monde particulièrement brutal ? Peut-être. Alors, et c'est le dernier point, si l'on est convaincu qu'Emmanuel Macron sera réélu, et c'est le cas de 66 % des Français, à quoi bon s'intéresser à cette campagne ?

Reste que, en quelques semaines, Eric Zemmour a percé, puis est retombé, que Valérie Pécresse s'est effondrée, qu'Emmanuel Macron et Marine Le Pen semblent bien qualifiés, que la candidate du Rassemblement national est en dynamique et que Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) n'est pas très loin et progresse. On aurait donc tort de penser que les Français se satisfont de la situation ou qu'il ne s'est rien passé dans cette campagne si étrange, et des surprises peuvent encore apparaître dimanche. C'est bien le lot d'un paysage dévasté et déréglé. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DÉLÉGUÉ D'IPSO)

La « cristallisation » du choix des électeurs de plus en plus tardive

La « mobilité » des citoyens entre différentes intentions de vote a été particulièrement importante depuis le mois de janvier

L'élection présidentielle n'a pas encore livré tous ses secrets. Mais un premier bilan de cette campagne du premier tour peut déjà être dressé. Grâce au panel électoral de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*, parce qu'il interroge les mêmes électeurs depuis le mois d'avril 2021, nous pouvons en effet mesurer et analyser la mobilité électorale – et sa face symétrique, la stabilité électorale.

A l'heure de la déstructuration des clivages, de la montée de la société des individus, de la succession de crises majeures, la mobilité électorale est un phénomène primordial, en France comme dans beaucoup d'autres démocraties européennes. Il pourrait même s'agir d'un phénomène déterminant dans cette étrange campagne, qui a cumulé offre électorale éclatée – accroissant encore les potentialités de changement d'intentions de vote – et intérêt citoyen limité, suscitant des allers-retours entre volonté d'aller voter et tentation de l'abstention.

Il semble raisonnable de concentrer l'analyse en prenant comme point de départ le début du mois de janvier – moment où l'offre électorale était largement fixée –

et comme point d'arrivée la vague la plus récente, rendue publique mercredi 6 avril. Deux grandes séries de leçons peuvent être tirées. La première est d'ordre statistique. Il est possible de mesurer l'ampleur de la mobilité et, mieux encore, de quantifier différents comportements électoraux.

Transferts entre candidats

Il y a, d'une part, 52 % de « constants », qui se séparent en deux catégories. Les constants dans la distance politique qui, vague après vague, ont continuellement répondu qu'ils ne participeraient pas à ce scrutin : ils représentent 20 % du panel. Les constants dans la fidélité politique qui, de manière symétrique, ont continuellement exprimé la même intention de vote : ils représentent 31 % du panel. Et puis, il y a 48 % de « mobiles ». Ceux qui sont « un peu » mobiles et qui, une seule fois, ont changé d'intention de vote ou ont fait, dans un sens ou dans l'autre, le chemin de la participation à l'abstention : ils représentent 34 % du panel. Ceux qui sont « très » mobiles et qui, au minimum par deux fois, ont changé d'avis : ils représentent 14 % du panel.

Il est possible aussi de mieux comprendre si, au fur et à mesure que la campagne se déroule, la mobilité diminue – en d'autres termes, si l'idée d'une « cristallisa-

tion » progressive est juste. Entre chacune des six vagues d'enquête depuis janvier, c'est un peu plus ou un peu moins de 20 % du panel qui a fait partie de la catégorie des changeurs – ce chiffre est considérable. Aussi instructif, on constate que la mobilité a été quasiment deux fois plus importante depuis le début du mois de mars qu'au cours des mois de janvier et de février. La cristallisation se fait de plus en plus le jour du vote.

La seconde série de leçons est politique. Lorsque l'on regarde comment se répartissent les 31 % d'électeurs fidèles, on mesure la solidité relative du socle de M. Macron – il en a capté 11 % contre 5,5 % pour Marine Le Pen, 4 % pour Eric Zemmour, 3,5 % pour Valérie Pécresse et 2,5 % pour Jean-Luc Mélenchon. Les électeurs fidèles sont donc d'abord macronistes. Lorsque l'on retrace le flux des gains et des pertes des principaux candidats, on constate que les évolutions s'expliquent pour l'essentiel par les transferts entre candidats.

La mobilisation des abstentionnistes n'a joué dans cette élection qu'un rôle très secondaire. La progression de Jean-Luc Mélenchon (+ 6 points) ne vient que de la gauche et d'abord du retrait de Christiane Taubira (2 points) et du recul de Yannick Jadot (1,5 point). La progression d'Emmanuel Macron (+ 1,5 point) vient principa-

lement d'électeurs qui votaient pour Valérie Pécresse. La moitié de la chute de 7 points de la candidate du parti Les Républicains s'explique, on l'a vu, par un transfert vers Emmanuel Macron, mais aussi, pour l'autre moitié, par un transfert, moins intuitif, non pas vers Eric Zemmour mais vers Marine Le Pen. La candidate du Rassemblement national, enfin, a progressé de 6 points, dont l'essentiel venait d'électeurs qui déclaraient précédemment vouloir voter pour Valérie Pécresse (2 points) et pour Eric Zemmour (2 points).

En définitive, on voit que ces mouvements, pour importants qu'ils soient, ont une structuration politique. La mobilité n'est pas erratique. Elle se concentre pour l'essentiel à l'intérieur d'ensembles qui ont leur cohérence (les gauches, les droites, les extrêmes droites).

Durant l'entre-deux-tours, et quelle que soit la configuration du second tour, nous allons assister à des mouvements par nature plus surprenants. Reste à en déterminer l'ampleur – l'expérience des deux élections présidentielles précédentes témoigne de ce qu'elle peut être spectaculaire. Cette élection présidentielle n'a vraiment pas encore livré tous ses secrets. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
FONDATION JEAN JAURÈS)

Les logiques multiples du vote « utile »

Vote par défaut, vote tactique, niveau d'hésitation... les conséquences d'un vote dit « utile » dès le premier tour de l'élection peuvent être nombreuses

Depuis plusieurs semaines, une tendance s'installe autour d'un duel de second tour identique à celui de 2017, entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Les résultats du vote de dimanche peuvent-ils encore nous réserver une surprise ? La réponse est sans doute à chercher dans la dynamique d'un vote utile dont les conséquences pourraient jouer au premier tour comme au second.

Qu'entend-on par « vote utile » ? Il s'agit pour un électeur de choisir un candidat éloigné de ses préférences idéologiques ou partisanes, mais qui aurait davantage de chances de l'emporter. Le vote utile peut servir aussi à empêcher une situation non souhaitée de se produire. En 2002, voter utile au second tour pour un électeur de gauche, c'est voter Jacques Chirac. Objectif ? Empêcher l'accès au pouvoir de Jean-Marie Le Pen. En 1981, voter utile au premier tour pour un électeur communiste, c'est soutenir François Mitterrand, en escomptant que les chances de victoire du candidat socialiste sont plus grandes que celles de Georges Marchais.

Comme l'a démontré le politiste canadien André Blais, il arrive que les électeurs pratiquent un « vote utile inversé », c'est-à-dire qu'ils renoncent à leur candidat préféré pour lui indiquer qu'ils souhaitent un infléchissement de son programme. C'est en partie ce qui explique l'élimination de Lionel Jospin, le 21 avril 2002, lorsque des

électeurs de gauche, convaincus de la qualification au second tour du candidat socialiste, ont choisi d'envoyer un message tantôt vers plus d'écologie (en votant pour Noël Mamère), tantôt vers plus de gauche républicaine (en votant pour Jean-Pierre Chevènement).

Si l'élection de 2022 ne ressemble pas à celle de 2002, elle pourrait donner lieu à plusieurs logiques de vote utile. La première tient à l'importance du vote par défaut. Environ 39 % des personnes déclarant voter pour Jean-Luc Mélenchon ne le feront pas par adhésion à sa candidature. Pour le président de la République, le vote par défaut atteint 31 % et pour Marine Le Pen, 30 %. Il y a donc déjà un fort potentiel de votes stratégiques car ils concernent un tiers des électeurs des trois favoris.

Maïeutique électorale subtile

La deuxième logique est le niveau d'hésitation des électeurs : 32 % des personnes interrogées déclarent, à une semaine du premier tour, que leur vote peut encore changer. Et cette fois-ci, il est important de regarder le niveau d'indécision du côté des candidats créés de faibles intentions de vote. Leurs électors respectifs pourraient à la dernière minute opter pour un vote plus utile. C'est le cas pour Fabien Roussel (50 % d'indécis), Anne Hidalgo (50 %), Yannick Jadot (58 %) et Valérie Pécresse (39 %). Au final, l'indécision est plus forte à gauche qu'à droite.

Enfin, la troisième logique porte

sur les anticipations de victoire par les électeurs. En la matière, deux candidats se détachent nettement : Emmanuel Macron est crédité de 92 % de chances d'être qualifié au second tour (+ 6 points par rapport à décembre 2021), et Marine Le Pen de 85 % (+ 23 points – une dynamique marquante). Même s'il a également connu une belle progression dans les pronostics de qualification au second tour (+ 10 points), Jean-Luc Mélenchon ne parvient pas à dépasser 28 %. Et même parmi ses partisans, le candidat de La France insoumise convainc seulement 78 % d'entre eux de ses chances de qualification (contre 99 % pour les soutiens de Marine Le Pen et ceux d'Emmanuel Macron).

Si le vote utile peut s'apparenter une maïeutique électorale subtile, il n'en reste pas moins que l'appel de Jean-Luc Mélenchon au peuple de gauche est une stratégie pleine de sens, tant les sympathisants des autres candidats de gauche sont peu mobilisés par un vote d'adhésion, et encore moins persuadés de la capacité de leur candidat d'accéder au second tour.

Du côté de Marine Le Pen, l'appel au « vote efficace » lancé par Louis Aliot, vice-président du Rassemblement national, participe de la même logique à l'endroit de l'électeur d'Eric Zemmour, dont la perception des chances de qualification au second a chuté de 36 % à 18 % en l'espace de deux mois. Il y a donc là une réserve de voix non négligeable.

Au final, le potentiel du vote utile est estimé à 7 % pour M. Mélenchon et à 6 % pour M^{me} Le Pen. Ce qui mettrait le leader de La France insoumise à 23 % d'intentions de vote, s'il fait le plein de votes utiles (16+7), et Marine Le Pen à 27,5 % (21,5+6). Reste à savoir si l'un et l'autre sont capables de mobiliser ce vote utile d'ici à dimanche.

Une réalité plus politique peut perturber ces calculs théoriques. Alors qu'une majorité de Français dénonce l'inefficacité du système politique à transformer leur avenir, le vote utile semble être une arme brandie uniquement par des citoyens très politisés. Et il n'est pas certain que tous les électeurs encore indécis à une semaine du scrutin soient, eux aussi, disposés à faire de tels calculs.

Le recours au vote utile n'est pas sans rappeler le pari du philosophe Pascal, qui ne propose pas d'argument pour prouver que Dieu existe, mais souligne qu'il est prudent d'y croire (pour échapper à l'enfer). Ici, un électeur stratège a tout intérêt à opter pour le vote utile, quelle que soit son efficacité. Si le résultat final est conforme à son calcul, alors cet électeur ne nourrit aucun regret. Si le résultat final est différent de celui anticipé, l'électeur stratège aura tout de même le sentiment d'avoir accompli son devoir civique, tandis que l'électeur non stratège s'en mordra les doigts. ■

MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR À SCIENCES PO
ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)

À CINQ JOURS DU
SCRUTIN, ILS SONT 75 %
À S'INTÉRESSER
À LA PRÉSIDENTIELLE,
SOIT SEPT POINTS
DE MOINS QU'EN 2017